

Bolsonaro dénoncé à l'ONU pour la tragédie humanitaire au Brésil



Brasilia, 17 mars (RHC) Des organisations non-gouvernementales de défense des droits humains ont dénoncé le gouvernement de Jair Bolsonaro aux Nations Unies pour sa gestion irresponsable de la pandémie de Covid-19, qui a fait jusqu'à présent près de 280 000 morts au Brésil.

Selon le portail d'information Poder 360, dans l'acte d'accusation présenté au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, en Suisse, les entités Commission Arns et Conectas Droits de l'Homme ont souligné que par sa négligence l'administration du président d'extrême droite conduit le pays à une 'tragédie humanitaire dévastatrice'.

'Bolsonaro méprise les recommandations des scientifiques; il a semé, à plusieurs reprises, le discrédit de toutes les mesures de protection -comme le port de masques et le distancement social- et encourage l'utilisation de médicaments inefficaces', ont-ils affirmé.

Ils ont en outre précisé que le gouvernement de Bolsonaro paralyse la capacité de coordination de l'autorité fédérale de la santé, méconnaît l'importance des vaccins et se moque des peurs et des larmes des familles.

Dans l'organisation internationale, Maria Hermínia Tavares de Almeida, une des fondatrices de la Commission Arns, a alerté que la situation dans le géant sud-américain est désespérée.

Le Covid-19 coûte très cher en vies humaines et en difficultés économiques. La maladie a touché de manière disproportionnée les populations noires et les plus pauvres, ainsi que les communautés autochtones et traditionnelles', a-t-elle averti.

À trois reprises, l'ancien militaire a été poursuivi devant des tribunaux internationaux. En novembre 2019, une représentation de la Commission Arns et du Collectif des avocats des droits de l'homme a inculpé le dirigeant devant la Cour pénale internationale de La Haye, aux Pays-Bas, pour 'crimes contre l'humanité' et 'incitation au génocide des peuples autochtones'.

De nouveau en mars 2020, Bolsonaro a été accusé, lors de la 43e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, par le leader natif Davi Kopenawa, porte-parole de l'ethnie Yanomami, de violations présumées des droits des peuples originaires isolés.

'Le président n'aime pas les indigènes et ne m'aime pas', a signalé Kopenawa à cette l'occasion-là.

En juillet 2020, le nom de Bolsonaro a de nouveau été entendu au Tribunal de La Haye lors d'une représentation pénale remise par la coalition coordonnée par la direction du Réseau Syndical UniSaúde sur la gestion désastreuse de son gouvernement face à la crise sanitaire.

'Des échecs graves et mortels dans la lutte contre la pandémie de la Covid-19', notait le rapport.

À ce jour, le Brésil a enregistré 279 286 pertes en vies humaines et 11 millions 519 mille 609 personnes infectées par le virus coronavirus SRAS-CoV-2, responsable de la maladie.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/250960-bolsonaro-denonce-a-lonu-pour-la-tragedie-humanitaire-au-bresil>



Radio Habana Cuba